



## Berlin Eco

NUMERO 14

© DG Trésor

20 mai 2020

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

Face aux enjeux de la crise, le **Président de la République française Emmanuel Macron et la Chancelière fédérale allemande Angela Merkel proposent la création d'un [fonds de relance européen](#) doté de 500 Md€**, ancré dans le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE. Paris et Berlin proposent d'autoriser la Commission européenne à emprunter sur les marchés financiers. La distribution des moyens aux Etat-membres se ferait en fonction du degré de gravité des impacts sanitaires et économiques dans chaque pays. L'objectif est de renforcer la résilience, la convergence et la compétitivité des économies européennes par des investissements dans les transitions écologique et numérique et dans la R&D.

Dans une [déclaration commune sur le Pacte vert européen et le plan de relance européen](#), le groupe de travail de Meseberg sur le climat plaide pour un développement économique durable après la pandémie de Covid-19 : à l'aide d'un système financier durable, d'innovations intersectorielles et d'une économie circulaire efficace, il sera possible d'atteindre l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2030 entre 50-55 %, selon le groupe de travail qui comprend les ministères allemands et français concernés par la politique climatique.

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

**Le PIB allemand s'est contracté de 2,2 % (déflaté et corrigé des effets calendaires) au 1<sup>er</sup> trimestre 2020** par rapport au trimestre précédent (-1,9 % en comparaison annuelle), selon [Destatis](#). Il s'agit de la plus forte baisse trimestrielle depuis la crise financière de 2008-2009. Une forte chute des investissements privés et du commerce extérieur est notée, tandis que les investissements publics et le secteur de la construction auraient eu un effet stabilisateur.

L'institut [IfW Kiel](#) revoit à la baisse son estimation de croissance du PIB allemand en 2020 et table à présent sur **-7,1 %** (contre -4,5 % en mars), mettant en avant les importantes chutes des investissements en équipements, de la consommation des ménages et des exportations. La projection pour 2021 reste inchangée : +7,2 %. **Pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, un recul de 11,3 % du PIB par rapport au trimestre précédent est annoncé.** Se basant sur des données de consommation d'électricité et de fréquentations des espaces publics, l'institut estime que le point culminant de la crise est passé, tout en soulignant qu'une reprise dynamique de l'activité ne surviendra pas avant le 2<sup>ème</sup> semestre 2021. Les pertes en valeur ajoutée causées par la crise Covid-19 sont estimées à 300 Md€.

L'indice mensuel des attentes conjoncturelles de l'institut [ZEW](#) a augmenté pour une deuxième fois consécutive : **+22,9 points en mai 2020 pour s'établir à 51,0 points**, reflétant un regain d'optimisme



quant à une reprise conjoncturelle à partir de l'été. L'indice du ressenti de la situation actuelle reste en revanche sur une tendance baissière et tombe à -93,5 points, soit un recul de 2,0 points par rapport à avril.

**L'indicateur conjoncturel de l'institut [IMK](#) chiffre la probabilité d'une récession à 100,0 % pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020.** En avril, la probabilité était estimée à 75,1 %. La chute de la production manufacturière (-9,2 % en mars par rapport à février), des commandes domestiques (-16,1 %) mais aussi extérieures (-14,8 %) sont citées comme facteurs baissiers majeurs. L'institut table sur une contraction de la production encore plus importante en avril, le « lockdown » ayant été introduit mi-mars.

Selon l'institut [ifo](#), **un maintien du « lockdown » au-delà du 20 avril afin de maintenir taux de reproduction (R) du Covid-19 à 0,627 aurait provoqué une perte de valeur ajoutée de 333 Md€ pour 2020 et 2021.** Un léger assouplissement (avec un R de 0,75) aurait rapporté 26 Md€ de valeur ajoutée supplémentaire, soit une réduction de 0,4 % du coût économique des restrictions, tandis qu'un assouplissement plus brusque (avec un R de 0,9) n'aurait pas apporté de gains économiques significatifs.

Toujours selon l'[ifo](#), **la crise Covid-19 pourrait conduire à une plus grande diversification des chaînes d'approvisionnement allemandes** en particulier pour les importations stratégiques telles que les produits médicaux. L'institut estime cependant que l'Allemagne est bien préparée à d'éventuels défauts de livraison : près de 89 % des marchandises proviennent de onze pays ou plus. Seuls 3,6 % des biens proviennent de cinq pays ou moins. Parmi eux, 44 % proviennent de pays de l'UE.

D'après un sondage de l'institut [IW Köln](#), **61 % des entreprises interrogées s'attendent à ce que la crise ait un fort impact sur leur activité en 2020 comme en 2021**, contre 36 % qui estiment que l'impact sera limité sur cette période. L'institut en déduit que l'activité économique allemande restera perturbée de manière prolongée.

Le [forum économique du SPD](#), en collaboration avec les conseils économiques et financiers du parti, **a formulé ses propositions pour un programme de relance d'un volume de 4 à 5 % du PIB allemand (entre 140 et 170 Md€).** L'accent est mis sur la transition énergétique, notamment via une tarification du CO2, des investissements dans les énergies renouvelables et un allègement des réglementations sur l'installation d'éoliennes. En outre, il préconise une modernisation des infrastructures, une hausse des investissements publics dans le numérique, la R&D et l'éducation, mais aussi l'amélioration du système de santé (offre de soins à la personne et conditions de travail dans les hôpitaux). Soulignant le contexte de taux d'intérêt bas, le SPD se prononce pour un recours à de l'endettement supplémentaire pour financer les projets d'investissement. Enfin, il estime qu'une réponse adaptée à la crise Covid-19 ne pourra être qu'européenne, en particulier dans les domaines économiques, financiers et de santé.

### POLITIQUE BUDGETAIRE

Le ministère fédéral des Finances a publié le 14 mai les [résultats de l'estimation des recettes fiscales](#), effectuée par la commission « Steuerschätzung ». **Les recettes fiscales attendues pour 2020 baissent de 98,6 Md€ par rapport à la dernière estimation de la commission** en novembre 2019. Une prochaine estimation fiscale aura lieu en septembre prochain, en amont de l'élaboration du budget fédéral 2021. En parallèle, **le ministre fédéral des Finances Olaf Scholz a proposé le 16 mai de désendetter 2 000 communes (celles dont les dettes anciennes dépassent 100 € par habitant, totalisant 45 Md€) et de compenser les pertes fiscales au niveau communal** ; pour les deux instruments, 50 % de la charge financière serait portée par le Bund, l'autre moitié par les Länder. A ce stade, le projet ne fait pas consensus au sein de la coalition.

Selon un sondage de la banque publique de développement [KfW](#), **90 % des communes interrogées s'attendent à une importante détérioration de leur situation, 63 % comptent appliquer des**



**programmes de consolidation**, malgré des dépenses sociales qui devraient augmenter en raison du Covid-19 ; **50 % comptent repousser des projets d'investissements**.

Dans la mise à jour de ses estimations conjoncturelles (voir partie Environnement macroéconomique), **l'IfW Kiel table sur un solde budgétaire (toutes APU) de -5,3 % de PIB en 2020 et de -2,2 % en 2021**. Concernant la dette publique (toutes APU), 76,9 % de PIB en 2020 et 72,6 % en 2021 sont annoncés.

### POLITIQUES SOCIALES

Le [conseil](#) des ministres a adopté le 20 mai 2020 « **un programme de protection au travail dans l'industrie de la viande** ». Parmi les 10 mesures prévues : l'interdiction de recourir à des contrats de sous-traitance ou contrats intérimaires dans l'abattage et la transformation de la viande, le renforcement des contrôles, une obligation d'enregistrement électronique des heures de travail, le doublement du montant des amendes pour infraction au règlement sur le temps de travail (30 000€) ou encore une obligation d'information à l'administration sur le lieu de logement et de travail des travailleurs détachés.

Le [conseil](#) des ministres a adopté le 20 mai 2020 une prolongation de **l'indemnisation des parents** ne pouvant travailler en l'absence de structures d'accueil pour les enfants : la durée d'indemnisation de 6 semaines par parent est portée à 10 semaines (soit 20 semaines au total ou pour un parent isolé). Le recours est flexibilisé, en permettant un recours ponctuel à la journée.

## ACTUALITE FINANCIERE

### MARCHES FINANCIERS

Lors de l'assemblée annuelle de **Deutsche Börse**, le PDG [Theodor Weimer](#) a confirmé son intention de poursuivre ses acquisitions en 2020, 2 Md€ seraient à disposition. Le successeur de Joachim Faber, président du conseil de surveillance, a été élu à cette occasion : Michael Rüdiger, ex-PDG de DekaBank.

### REGULATION FINANCIERE

Le ministère des Finances reporte l'entrée en vigueur de [plusieurs textes de régulation financière](#) afin d'alléger la charge des établissements de crédit : le décret sur les risques de crédits immobiliers qui devait octroyer à la BaFin des instruments supplémentaires pour réduire les risques de crédits ne sera pas publié le 1<sup>er</sup> juillet comme prévu ; le projet de décret sur la collecte de données sur la stabilité financière demandée par le comité pour la stabilité financière, le FMI et le CERS est abandonné dans un premier temps ; la modification de la circulaire de la BaFin sur les exigences minimales pour la gestion de risques (*MaRisk*) sera mise en œuvre plus tard ; l'application de la circulaire sur les exigences en liquidité supplémentaires (art. 128/CRR) est également repoussée. Cela s'ajoute aux [allègements déjà accordés](#) par la BaFin en termes de supervision.

### BANQUES ET ASSURANCES

*DB Privat- und Firmenkundenbank AG*, filiale chargée de la clientèle « entreprises et particuliers » (y compris l'ex-Deutsche Postbank et ses 3 400 fonctionnaires), a été intégrée dans [Deutsche Bank AG](#) le 15 mai dernier. Ce transfert doit permettre de réduire les coûts de fonctionnement et de refinancement.

En raison de la crise covid-19, les **cautions et garanties apportées par les banques de caution mutuelle** ([Bürgschaftsbanken](#)) ont augmenté de 24 % pour les quatre premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2019 pour atteindre 475 M€ et permettre ainsi des crédits et des participations de 671 M€. La plus forte progression a été constatée dans la branche hôtellerie/gastronomie (+84 %). Il s'agit de petits crédits de trésorerie dont le [maximum garanti](#) a été porté le 13 mars 2020 de 1,25 à 2,5 M€.



En 2019, environ **155 000 bicyclettes couvertes** par une assurance contre le vol ont été dérobées en Allemagne, soit 5 000 de moins qu'en 2018. Mais le [coût pour les assureurs](#) est demeuré constant, environ 110 M€, la valeur des vélos subtilisés ayant augmenté, atteignant en moyenne 720 € au lieu de 650 € en 2018. Selon les statistiques de la police, 278 000 vélos ont été volés au total en 2019.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Economique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Revu par : Catherine Rozan

Version du 20 mai 2020